e Monde
IDES D'ACHAT

COUTEAUX
Les meilleurs produits
sélectionnés par nos journalistes

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Conforté par ses affaires avec Donald Trump, Vladimir Poutine compte intensifier la guerre en Ukraine

Alors que les Etats-Unis multiplient les annonces d'accords dans le domaine énergétique avec la Russie, la perspective de négociations de paix consensuelles entre Kiev et Moscou ne cesse de s'éloigner.

Par Marie Jégo
Publié hier à 15h00, modifié hier à 16h58 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Kirill Dmitriev, directeur général du Fonds d'investissement direct russe, et Steve Witkoff, envoyé spécial américain, à Saint-Pétersbourg (Russie), le 21 octobre 2026.
OBTAINED BY REUTERS/VIA REUTERS

Acté par téléphone entre le président américain, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine, le retour de la Russie sur le marché mondial du gazole s'est matérialisé le 23 octobre quand le premier tanker russe a quitté le golfe de Finlande vers New York, où il est censé arriver dans une

vingtaine de jours. Les volumes livrés, 40 000 tonnes, sont insuffisants pour faire baisser les prix du carburant aux Etats-Unis, parvenus à des niveaux record avant les élections de mi-mandat. Mais peu importe, car le « deal » est avant tout un geste politique.

« Aucune importance si l'accord sur le gazole ne produit pas les bénéfices économiques escomptés, l'important, c'est l'effet d'annonce. Trump et Poutine ont besoin d'envoyer des signaux », explique Sergueï Aleksashenko, chercheur senior au New Eurasian Strategies Centre, fondé en 2024 par l'ancien magnat du pétrole Mikhaïl Khodorkovski, passé à l'opposition.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« Pour le président russe, c'est un moment capital, c'est la preuve que l'écart entre les Etats-Unis et l'Europe ne fait que se creuser. C'est aussi la preuve que sa tactique fonctionne, le réchauffement politique entre Washington et Moscou risque de durer », commente cet économiste averti, qui fut vice-gouverneur de la Banque centrale russe de 1995 à 1998.

Lire aussi | EN DIRECT, guerre en Ukraine : l'UE exhorte ses alliés à accentuer la pression sur la Russie après une série de frappes, qui ont fait au moins 20 morts

Le réchauffement russo-américain a de beaux jours devant lui. Soucieux d'aller dans le sens de Vladimir Poutine, Donald Trump négocie des accords économiques potentiels avec Moscou qui vont bien au-delà du gazole. Le retour des entreprises américaines sur le marché pétrolier russe est envisagé, notamment la création d'une entreprise mixte pour exploiter les gisements d'hydrocarbures au large de Sakhaline, dans l'Extrême-Orient russe. La vente des actifs pétroliers internationaux de la major Lukoil, la deuxième de Russie, à des investisseurs associés à la Maison Blanche est sur le point d'être finalisée.

D'autres propositions sont sur la table, elles incluent l'accès des compagnies aériennes américaines à l'espace aérien russe pour les vols commerciaux, une coopération pour la fourniture de titane et la reprise des livraisons de gaz vers l'Europe via le gazoduc Nord Stream, actuellement sous sanctions de l'Union européenne.

Lire aussi | Derrière le revirement de Donald Trump en faveur de la Russie, les promesses d'affaires juteuses de Kirill Dmitriev, l'habile VRP de Vladimir Poutine

Concoctés depuis février 2025 par Kirill Dmitriev, l'envoyé du Kremlin auprès des Etats-Unis et directeur général du Fonds d'investissement direct russe, ces grands projets sont théoriques et suspendus à la levée des sanctions occidentales dans la perspective d'un arrêt de la guerre en Ukraine. De paix, il devrait être question lors de négociations entre Kiev, Moscou et Washington prévues à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, en novembre, pour lesquelles aucune date précise n'a pour l'heure été arrêtée.

Alliance avec Novatek

La paix peut attendre, pas les affaires. C'est ainsi que l'entreprise américaine Polar Train LNG, dont l'investisseur principal est Gentry Beach, un homme d'affaires texan proche de Donald Trump, a noué

depuis 2025 un partenariat avec la partie russe sans attendre la levée des sanctions. Actuellement, Polar Train LNG est engagée dans la construction d'un terminal pour la production et l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le nord de l'Alaska, un chantier à 25 milliards de dollars (22,4 milliards d'euros) censé renforcer l'emprise américaine sur les marchés mondiaux de l'énergie. Dans ce cadre, l'entreprise s'est alliée à Novatek, l'entreprise russe privée championne du GNL, actuellement sous sanctions américaines.

Passé inaperçu jusqu'ici, ce partenariat a été révélé par Joel Riddle, l'ancien président-directeur général de Polar Train LNG, au *New York Times* et au *Financial Times* le 24 octobre. L'homme accuse son ancien employeur d'avoir accepté un financement russe occulte pour un partage de technologies, au mépris des sanctions. L'accord a été finalisé lors de réunions qui se sont tenues à Dubaï et en Europe entre des représentants de Polar Train LNG et de sa société mère, Tech Wave Industrial Projects Management, avec le président-directeur général de Novatek, Leonid Mikhelson.

Bien qu'aux Etats-Unis, le GNL russe soit l'objet, tout comme le pétrole et ses dérivés, d'une interdiction à l'importation depuis le 8 mars 2022, Donald Trump et son entourage rêvent de coopération avec la Russie, notamment dans l'Arctique. Il est fortement question de lever les sanctions qui pèsent sur le terminal Arctic LNG-2 de Novatek à Mourmansk, en contrepartie d'investissements russes dans le projet de GNL en Alaska.

Lire aussi le décryptage | Guerre en Ukraine : après la « trahison » de Donald Trump, Kiev et ses alliés espèrent encore inverser le cours de l'histoire

Novatek a tout à y gagner. Une fois débarrassée des sanctions, elle élargira sa clientèle et sa logistique, mais il est difficile de mesurer quel parti peuvent en tirer les Etats-Unis, premiers exportateurs de GNL au monde, dotés de gigantesques terminaux de liquéfaction. Une chose est sûre, cet accord vient à rebours de la décision européenne de faire cesser toute importation de GNL russe à partir du 1er janvier 2027. *« A partir de cette date, l'Union européenne va devoir trouver d'autres fournisseurs, notamment les Etats-Unis, qui risquent de lui revendre du GNL russe. Plutôt que de sanctionner le gaz liquéfié, l'Europe aurait mieux fait de l'acheter tout en imposant une taxe qui aurait pu servir à financer l'aide à l'Ukraine »*, estime Sergueï Aleksashenko.

Or l'économie ukrainienne *« est actuellement dans une très mauvaise posture, bien plus que la Russie »*, observe le chercheur, déplorant le fait que le coût de la reconstruction de l'Ukraine ne soit pas davantage à l'agenda des discussions. *« En vérité, personne ne sait que faire. Même si la guerre se termine demain, l'Ukraine aura besoin d'investissements gigantesques. En février, la Banque mondiale a évalué à près de 600 milliards de dollars ses besoins en matière de reconstruction. Cette somme est certainement plus élevée aujourd'hui, on parle de 1 000 milliards de dollars. Qui va donner une telle somme ? Qui est prêt à investir, par exemple, dans le secteur énergétique ukrainien, sachant qu'il ne pourra jamais récupérer sa mise ? »*, interroge-t-il.

La rencontre tripartite s'annonce mal

La propension du président américain à faire des affaires avec le régime russe est un coup dur pour Kiev et pour l'Europe. *« Si les Etats-Unis prennent le parti de la Russie… bien sûr, nous ne vaincrons pas »*, a reconnu le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans une interview accordée à la chaîne de télévision NBC, le 18 octobre. Le Kremlin boit du petit-lait.

Lire aussi | [Vladimir Poutine, enhardi par la complaisance de Donald Trump à son égard, rêve d'un nouveau « Yalta » avec les Etats-Unis et la Chine]

Rien n'est joué, mais la rencontre tripartite à Abou Dhabi s'annonce mal. *« Il ne faut rien en attendre »*, a prévenu d'emblée Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique du président russe lors d'un point de presse à Moscou, mardi 27 octobre, expliquant que les *« demandes fondamentales »* de son pays devaient être respectées à la lettre. Il a ensuite ironisé sur la participation des Européens, expliquant qu'ils pouvaient toujours se rendre à Abou Dhabi *« s'ils achètent des billets, mais personne ne va les inviter à la table des négociations »*.

Intervenu le même jour, l'appel téléphonique du président finlandais, Alexander Stubb, et du premier ministre norvégien, Jonas Gahr Store, à Vladimir Poutine n'a guère produit d'effet, les deux dirigeants ayant été submergés par le cours magistral du maître du Kremlin sur l'histoire médiévale des Slaves pendant la majeure partie des quatre-vingt-dix minutes qu'a duré l'entretien, selon des sources ayant eu connaissance de la conversation, citées par le *Financial Times*. *« Apparemment, rien de nouveau n'a été dit,* a confirmé Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, en marge du sommet Russie-Afrique qui s'est ouvert mercredi 28 octobre à Moscou. *Cette guerre va continuer et je dirais même qu'elle risque de s'intensifier. »*

Marie Jégo

Le Monde en partenariat avec Magnum Photos

Tous les tirages

MAGNUM PHOTOS
Jusqu'au 1er novembre, profitez de -15 % sur la vente de tirages signés, avec le code LEMONDE.

Martin Parr
Miyazaki, Japan, 199

Partenaires